



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1125  
27 novembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

LETTRE DATÉE DU 26 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, et me référant à la lettre que le Président exécutif de la Commission spéciale, M. Richard Butler, a adressée le 19 novembre 1998 à M. Tariq Aziz, Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq, en demandant qu'elle soit publiée comme document du Conseil de sécurité (S/1998/1106), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la réponse datée du 25 novembre 1998 qui a été adressée ce jour au Président exécutif de la Commission spéciale par M. Riyadh Al Qaysi, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

[Original : anglais]

Lettre datée du 25 novembre 1998, adressée au Président exécutif de la Commission spéciale créée par le Secrétaire général en application du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq

Me référant à votre lettre datée du 19 novembre 1998, adressée au Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq, M. Tariq Aziz, vous trouverez ci-après des réponses aux questions que vous avez posées selon l'ordre des points énumérés dans l'annexe de votre lettre.

1. Éclaircissements sur les obus de 155 mm à gaz moutarde dont il n'a pas été rendu compte

La partie iraquienne a donné un état des stocks de ce type et d'autres types de munitions dans l'état complet et définitif de juin 1996, dans lequel elle a indiqué, en ce qui concerne les obus de 155 mm à gaz moutarde :

- Que le pays disposait au total de 13 500 obus de 155 mm à gaz moutarde avant la guerre, en 1991;
- Que 12 792 obus de 155 mm à gaz moutarde ont été détruits sous la supervision de la Commission spéciale en 1993-1994;
- Que la Commission spéciale a comptabilisé 132 obus parmi ceux qui ont été détruits lors du bombardement des entrepôts Al-Muhamadiat;
- Qu'en conséquence il restait 576 obus sur le stock, total que l'Iraq a déclaré perdus en raison des hostilités.

Néanmoins, pour des raisons de sécurité, la partie iraquienne a commencé à rechercher les obus qui avaient été perdus avant que la question ne soit soulevée par la Commission spéciale. À l'issue de ces recherches, la partie iraquienne est convaincue que l'un des semi-remorques sur lequel les munitions avaient été chargées a été volé durant les troubles de mars 1991. C'est pourquoi des efforts ont été par la suite déployés pour déterminer ce qu'il était advenu de ces munitions, alors même que la Commission spéciale considérait la question sans importance; en effet, la disparition d'obus de 155 mm à gaz moutarde n'était pas parmi les problèmes restant à régler au titre du dossier des armes chimiques identifiés par la Commission spéciale au début de 1997.

Les mesures suivantes ont été prises à cet égard :

1.1 Au début de 1991, à la veille de la guerre, les obus remplis de gaz moutarde ont été entreposés dans les magasins d'Al-Aukaidar et d'Al-Nasirya et dans les entrepôts d'Al-Muhamadiat. En raison des bombardements pendant la guerre, il a été décidé d'entreposer les munitions se trouvant à Al-Aukhader en plein air puis de les regrouper au camp d'entraînement au maniement des armes

/...

chimiques. Le transfert de ces munitions n'a pu être achevé en raison des troubles qui ont suivi le cessez-le-feu.

1.2 Avant le rétablissement de l'autorité du Gouvernement central dans la région et durant la collecte des munitions entreposées au dépôt d'Al-Aukhaider, on a appris qu'un camion, chargé d'obus de 155 mm, avait été volé durant les troubles dans la région située entre Karbala et Najaf. Selon les informations, il est probable que les voleurs n'ont pas remarqué que les freins de la remorque étaient enclenchés, ce qui a amené un échauffement des pneus et provoqué l'incendie de la remorque. On pense donc que les voleurs ont séparé la remorque du tracteur dans lequel ils ont pris la fuite. Une unité de l'armée arrivée peu après sur les lieux a remarqué la remorque incendiée au bord de la route et, pour éviter une contamination, a enterré les munitions dans le secteur près des élevages de volailles de Karbala, dans la région de Khan al-Ruba'a, en mars 1991. C'est le lieutenant Fouad Abdoul Karim qui a conduit l'opération.

1.3 Durant la période allant du 25 mars 1996 au 1er avril 1996, et avant la présentation de l'état complet et définitif en juin 1996, une équipe a été formée pour essayer de trouver des traces du lot de munitions manquant dans le secteur où a eu lieu l'incendie. Elle était composée du général de division Muhamad Shakir, du docteur Ala'a Al-Said, du brigadier Basim Muhamed Salih et d'un groupe du génie militaire. L'équipe a trouvé un certain nombre de fusées et des douilles de propulseurs endommagées. Le secteur a ensuite été examiné, en vain, à l'aide de détecteurs de métal. On a néanmoins procédé à des excavations, mais l'on n'a rien trouvé.

1.4 En septembre 1997, une équipe composée du général de division Muhamad Shakir, du docteur Ala'a Al-Said et de M. Fouad Abdoul Karim, assistée de membres du Département des études géologiques, a mené de nouvelles recherches. On n'a trouvé aucune trace de métal.

1.5 En mai 1998, une équipe composée du général de division Muhamad Shakir, du docteur Ala'a Al-Said, de M. Fouad Abdoul Karim et de M. Abdoul Wahaab Humadi, assistée d'un groupe du génie militaire, a entrepris de nouvelles recherches. L'opération était double : il s'agissait d'abord d'effectuer des recherches dans les magasins de munitions d'Al-Aukhaider, où les munitions en question (155 mm) étaient stockées lors des bombardements. Douze obus ont été découverts qui avaient été enterrés par l'impact du bombardement. Deuxièmement, on a mené de nouvelles recherches à l'endroit où la remorque avait brûlé en utilisant des détecteurs de métal plus sensibles. Des fouilles plus profondes ont aussi été faites sur le site. À l'exception de deux douilles d'obus vides (155 mm), les résultats de ces fouilles ont été négatifs. Ultérieurement, on a concentré les recherches dans les dépôts de munitions d'Al-Aukhaider et d'Al-Najaf et dans différentes installations militaires pour vérifier si la population n'y avait pas apporté d'obus de 155 mm après la guerre. Les résultats ont été négatifs (rapport du général de division Muhamad Shakir). Le 30 juillet 1998, l'équipe 248 de la Commission spéciale Unies s'est vu remettre un rapport récapitulant les efforts déployés pour rechercher les munitions manquantes. L'équipe a été emmenée sur les lieux de l'incendie de la remorque et sur le site où les munitions endommagées avaient été détruites.

1.6 En août 1998, une nouvelle enquête a été entreprise par le général de division Muhammad Shakir avec la Direction des munitions d'artillerie (magasins de munitions), qui a consisté à vérifier sur les états des munitions de 155 mm en général qui avaient été rendues s'il y avait des armes chimiques parmi ces munitions (rapport du général de division Muhammad Shakir).

Sur la base de tous ces efforts, nous avons été amenés à conclure qu'il manquait environ 560 obus, ce qui représente approximativement 4 % du stock existant avant la guerre, soit 13 500 obus. À notre avis, ce lot manquant n'a aucune importance militaire, car ces munitions sont destinées à des canons d'artillerie dont la portée maximum est de 23 kilomètres. L'Iraq est néanmoins résolu à poursuivre ses efforts pour découvrir ce qu'il est advenu de ces munitions, pour des raisons de sécurité interne, comme indiqué ci-dessus. Les autorités irakiennes tiendront la Commission spéciale des Nations Unies informée en permanence des efforts accomplis dans ce sens.

2. Rapport complet sur l'analyse chimique des échantillons de fragments d'ogives spéciales pris par l'Iraq en juillet 1998

Le rapport intitulé "Rapport sur l'analyse des échantillons de débris d'ogives spéciales recueillis par la partie irakienne avec l'équipe 246 de la Commission spéciale des Nations Unies en juillet 1998", daté du 10 septembre 1998 et comprenant 42 pages, sera transmis au Centre de contrôle et de vérification de Bagdad.

3. Demandes formulées par le groupe d'experts internationaux sur l'agent VX en octobre 1998 (S/1998/995)

a) En ce qui concerne l'origine et l'histoire des fragments d'ogives spéciales dont la Commission a prélevé des échantillons, qui ont été analysés par les laboratoires français, suisse et américain, les inspecteurs de la Commission ont supervisé de façon continue les travaux d'excavation réalisés en 1997 et 1998 dans la zone où avaient été détruites les ogives dont des échantillons ont été prélevés. La Commission a également supervisé le transport des fragments jusqu'aux abris du projet 144. En outre, elle a supervisé le tri et le classement des fragments. Chaque fragment a été filmé en vidéo à l'emplacement même où il se trouvait dans l'abri, aux fins de documentation. Les abris ont été verrouillés conjointement par la Commission et par les Irakiens, de telle sorte qu'on ne peut les ouvrir qu'en présence des représentants des deux parties. En outre, des caméras de surveillance ont été installées à l'intérieur des abris et ont fonctionné en permanence depuis leur installation.

Les fragments provenant des excavations du projet 144 appartiennent aux ogives récupérées lors des excavations d'Al-Niba'ai en 1992; ils avaient été transportés sur le site du projet la même année puis enterrés là, conformément à la recommandation de l'équipe 35 de la Commission spéciale. Après avoir achevé ses vérifications, l'équipe a remis à la partie irakienne un certificat lui laissant toute liberté quant à la destruction des fragments. La partie irakienne a décidé de les laisser là où ils avaient été enterrés, sur le site du projet 144. Ils y sont restés jusqu'aux nouvelles excavations entreprises conjointement avec la Commission spéciale en 1997 et 1998, comme on l'a vu plus

/...

haut. L'équipe 204 et les équipes 240 A, B et C de la Commission spéciale avaient supervisé les travaux d'excavation, le transport et l'entreposage des fragments ainsi que leur filmage en vidéo.

Une fois achevées les excavations en avril 1998, la Commission a demandé par l'intermédiaire de l'inspecteur Tim Blades qu'une visite du site d'Al-Taji soit organisée afin de vérifier le fragment en présence de l'inspecteur Hamish Killip. À leur arrivée, les inspecteurs ont commencé à mettre une certaine quantité de fragments dans des sacs pour les sortir d'Iraq sans en informer la partie iraquienne. Ces sacs ont été scellés sous vide. La partie iraquienne n'a pas été autorisée à prendre des notes ni à faire un inventaire des fragments recueillis. La Commission spéciale a insisté pour que les échantillons soient envoyés aux États-Unis aux fins d'analyse. La partie iraquienne a proposé de diviser chaque échantillon en deux parties et d'en conserver une, aux fins de référence, sous contrôle conjoint, les autres parties devant être analysées par des laboratoires de renom dans plusieurs pays et non pas aux États-Unis exclusivement. La Commission a refusé cette proposition et a envoyé les échantillons à Bahreïn le 8 mai 1998, puis aux États-Unis.

Les 21 et 22 juin 1998, l'équipe 240 D de la Commission spéciale s'est rendue sur le site du projet 144 à Al-Taji pour prélever des frottis biologiques et chimiques sur les fragments d'ogives. Quarante-trois (43) frottis chimiques et trente (30) frottis biologiques ont été prélevés sur la base d'un système de codage établi par la même équipe en présence de l'inspecteur principal, M. Nikita Smidovich. Les frottis ont été prélevés sur les fragments qui avaient été filmés en vidéo précédemment, qui avaient fait l'objet de notes consignées par écrit et qui avaient été surveillés par les caméras de la Commission. Ces fragments proviennent des fosses où se trouvaient les débris des ogives spéciales détruites dont des fragments avaient été prélevés en avril 1998. Les frottis se répartissaient comme suit :

- 41 frottis ont été prélevés sur des fragments provenant de la fosse 6 et de la fosse 1;
- 2 frottis ont été prélevés sur des fragments provenant de la fosse 3, soit au total 43 frottis aux fins d'analyse chimique;
- 30 frottis ont été prélevés sur des fragments provenant de la fosse 3 aux fins d'analyse biologique.

Le 14 juillet 1998, l'équipe 246 de la Commission spéciale, qui comprenait des experts de nationalité française et suisse, a prélevé deux séries de 40 frottis destinés aux laboratoires français et suisse. En même temps, la partie iraquienne a elle aussi prélevé 40 frottis. Ces échantillons couvraient la totalité des ogives provenant des excavations d'Al-Niba'ai. Les échantillons ont été étiquetés sur la base d'un système de codage mis au point par l'équipe. L'opération a été entièrement filmée en vidéo par l'équipe de la Commission spéciale et par la partie iraquienne. Il convient de noter que les frottis prélevés étaient identiques aux précédents, c'est-à-dire que :

- Les frottis ont été prélevés sur les fragments qui avaient été filmés en vidéo précédemment, qui avaient fait l'objet de notes consignées

/...

par écrit et qui avaient été surveillés par les caméras de la Commission;

- Ces fragments provenaient des fosses des sites de destruction des ogives spéciales dont des fragments avaient été prélevés en avril 1998;
- Les trois séries de 40 frottis étaient destinées respectivement aux experts français, suisses et irakiens et ont été prélevées sur des fragments provenant des fosses 1 et 6, aux fins d'analyse chimique exclusivement.

S'agissant des explications techniques demandées quant à la présence de produits de dégradation d'agents neurotoxiques et d'un stabilisant du VX, les faits incontournables sont que l'Iraq n'a jamais produit de VX sous forme stable et n'a rempli aucune ogive de VX. Par contre, l'Iraq en a rempli trois (3) bombes aériennes de 500 en 1988 pour des tests de compatibilité, à la suite desquels le VX s'est dégradé très rapidement. En conséquence, on ne voit pas comment une ogive Al-Hussein aurait pu être contaminée par du VX à quelque moment que ce soit. La réponse évidente, du point de vue de l'Iraq, est que la contamination ne peut qu'avoir été le résultat de l'altération délibérée de la première série d'échantillons envoyés d'Iraq aux États-Unis le 8 mai 1998.

b) S'agissant des informations complémentaires demandées sur les efforts accomplis par l'Iraq durant la période allant du milieu de 1988 au début de 1991 pour mettre au point et fabriquer du VX par voie de synthèse améliorée, les précisions demandées ont déjà fait l'objet de lettres, séminaires et réunions d'évaluation technique dont les plus importants sont les suivants : nos lettres 2/1/D/165, datée du 19 mars 1997; 2/1/C/234, datée du 14 mai 1997; 2/1/D/725, datée du 27 novembre 1997; et 2/1/C/807, datée du 29 décembre 1997, ainsi que les explications et remarques formulées lors des réunions d'évaluation technique qui ont eu lieu à Bagdad en février 1998.

4. Explications, éclaircissements et données demandés par la 252e équipe d'inspection de la CSNU (juillet 1998) se rapportant à la comptabilisation des ogives de missiles interdites (spéciales et classiques)

a) Description détaillée des méthodes et de la chronologie de la destruction unilatérale des ogives spéciales dans la zone P3 de Nibae

La question de la chronologie et des méthodes de la destruction unilatérale des ogives spéciales dans la carrière P-3 a été examinée en détail lors de la réunion d'évaluation technique qui s'est tenue en Iraq du 1er au 7 février 1998. La partie irakienne a indiqué qu'elle avait besoin d'un matériel perfectionné pour l'excavation des débris des ogives spéciales détruites dans la carrière susmentionnée. Le matériel a été envoyé avec la 240e équipe de la CSNU. Les travaux de levé et d'excavation ont mis au jour les restes de 15 autres ogives spéciales dans cette carrière.

Le 16 mars et le 21 juillet 1998, et à la demande de la CSNU, des lettres ont été adressées pour donner des éclaircissements sur la question de la destruction unilatérale des ogives spéciales, y compris celles de la

/...

carrière P-3. Dans ces lettres, la partie iraquienne expliquait en détail la chronologie et la méthode de destruction. Une autre explication détaillée a été présentée à la réunion d'évaluation technique sur les armes biologiques qui s'est tenue à Bagdad du 17 au 23 juillet 1998.

D'après les souvenirs du personnel qui en avait été chargé, les sites choisis pour la destruction ont consisté en carrières naturelles ou artificielles offrant des contreforts appropriés pour faire détoner les ogives. Trois sites de ce genre ont été préparés; en effet, dans certains cas, il a fallu procéder à des terrassements pour les rendre plus appropriés à cet usage. Les responsables se souviennent que les ogives biologiques ont été apportées de leur lieu de stockage (10 de Mansouriyah et 15 du canal du Tigre) et ont été placées dans deux carrières séparées par plusieurs centaines de mètres. Les 20 ogives chimiques, dont 10 avaient été apportées de la forêt de Fallujah et 10 de Zaghareed, ont été placées dans des carrières proches d'une carrière où avaient été placées des ogives biologiques. On n'a pas dressé de plan indiquant les coordonnées exactes de ces carrières et on n'a pas non plus établi de liste des ogives placées dans telle ou telle carrière. Toutes les informations examinées lors des réunions d'évaluation technique et d'inspections ultérieures reposaient uniquement sur les souvenirs du personnel en question. Il s'agit simplement d'éclaircissements donnés pour répondre aux questions de la Commission. Le fait le plus important qu'il convient de souligner à cet égard est que 45 ogives spéciales, dont 25 ogives biologiques et 20 ogives chimiques, ont été unilatéralement détruites à l'explosif sur le site de al-Niba'ai, et qu'un inventaire détaillé de toutes ces ogives a été réalisé. Le transfert des ogives depuis leur lieu de stockage, leur destruction, la collecte des fragments et leur enfouissement final ont été effectués entre les 8 et 11 juillet 1991.

b) Explications des décisions et des mesures prises en vue de recueillir les restes d'ogives spéciales afin de les soumettre à l'équipe d'inspection de la CSNU en avril 1992

Il est surprenant qu'une telle question soit soulevée de nouveau, comme si elle n'avait jamais été abordée auparavant. Elle a été examinée en détail lors de la réunion d'évaluation technique des ogives qui s'est tenue du 1er au 7 février 1998. Au cours de cette réunion, la partie iraquienne a expliqué en détail qui avait décidé de recueillir les restes d'ogives et les mesures prises pour le faire. Par la suite, des explications détaillées ont été incorporées dans la lettre que nous avons adressée à la CSNU le 16 mars 1998. Les éclaircissements présentés dans cette lettre ont été confirmés par une autre lettre officielle, le 21 juillet 1998, en réponse à une demande de la Commission spéciale.

Il convient de se souvenir que cette question a été analysée en détail avec la 252e équipe de la CSNU que dirigeait M. Nikita Smidovich. La partie iraquienne a coopéré avec l'équipe en organisant des entretiens avec tous les spécialistes des questions techniques et les responsables de haut niveau qui avaient été associés à la collecte des débris. Ces entretiens ont permis d'aborder un large éventail de questions, y compris des questions qui n'étaient pas directement liées au problème soulevé, à savoir le type de matériel utilisé pour recueillir les débris, s'il s'agissait de pelles mécaniques ou

/...

d'excavatrices Poclain, leurs marques de fabrique, etc. Enfin, tous ces éclaircissements étaient suffisants pour régler cette question secondaire.

c) En ce qui concerne la localisation exacte des fosses de stockage des ogives spéciales dans le site du canal du Tigre et le site de la forêt de Fallujah à partir du 1er mars 1991, jusqu'au déplacement des ogives de ces caches jusqu'au site de destruction unilatérale, la question a été analysée de façon totalement transparente avec la 252e équipe de la CSNU en juillet 1998. La partie iraquienne n'a pas pu à ce moment-là indiquer l'emplacement exact des fosses concernant chaque ogive ou groupe d'ogives, et elle a proposé de se rendre sur les lieux avec l'équipe d'inspection en se faisant accompagner du personnel qui s'était chargé de l'opération de stockage. La partie iraquienne reste prête à le faire.

d) Explications sur les raisons pour lesquelles une cinquantaine d'ogives (tant importées que fabriquées localement par l'Iraq) déclarées unilatéralement détruites n'ont pas été récupérées sur les sites déclarés de leur destruction

Les ogives classiques ne sont pas des armes de destruction massive et, de ce fait, ne relèvent pas du bilan matières. En revanche, les ogives spéciales modifiées après avoir été importées ou les ogives spéciales fabriquées localement entrent bien en ligne de compte et leur inventaire a été dressé avec le plus grand soin. Cela dit, les restes d'ogives classiques détruites unilatéralement ont été déterrés conjointement après qu'un accord a été conclu pour comptabiliser les ogives fabriquées sur place sur la base des principaux anneaux de l'ogive. Les deux parties ont inventorié 90 % des ogives, en s'appuyant sur des preuves matérielles. En ce qui concerne les ogives importées, elles en ont également inventorié 90 %, en utilisant comme preuve matérielle le cône des ogives. La question de l'absence de débris pour 50 ogives classiques importées ou fabriquées sur place a été discutée en détail avec la 252e équipe de la CSNU. Les deux parties ont décidé de revenir ultérieurement sur les détails en comparant les preuves matérielles résultant des excavations et les justificatifs remis antérieurement à la Commission spéciale.

e) Mise à jour du bilan matières d'ogives de missiles

Le bilan matières établi jusqu'à juillet 1988 est indiqué dans notre lettre du 30 juin 1988; il n'a pas changé depuis. La partie iraquienne s'emploie actuellement à préparer les informations demandées par la 252e équipe de la CSNU, qui seront adressées à la Commission sous peu.

5. Demande faite par la 242e équipe d'inspection de la CSNU (juillet-août 1998) portant sur la fabrication locale de moteurs pour missiles interdits

a) Enlèvement à des fins d'analyse d'un certain nombre de composants de moteur de missile produits localement

Dans la lettre qu'il a adressée le 5 août 1998 à la Direction nationale du contrôle, l'inspecteur principal de la 242e équipe de la CSNU a demandé que lui

/...



soient confiés certains éléments (fabriqués sur place ou importés) qui avaient été extraits du canal du Tigre. Il comptait en effet envoyer ces éléments dans des laboratoires américains aux fins d'analyse. La partie iraquienne a fourni tous les détails techniques, ainsi que les détails liés aux contrats d'importation de ces articles, pendant les réunions qu'elle a eues avec les équipes de la CSNU suivantes : 130e, 205e, 206e, 242e, état définitif et complet 1, 2 et 3. La partie iraquienne a justifié sa position en présentant des documents et des agendas personnels des agents qui travaillaient auparavant au projet 1728. Les documents justificatifs avaient été remis à la CSNU en plus des lettres donnant les éclaircissements qu'elle avait demandés. Au vu de ce qui précède, la demande de remise de ces éléments aux fins d'analyse est techniquement et scientifiquement injustifiée.

b) Explication de la chronologie de l'importation de moteurs complets de missile à turbopompe et de leur utilisation pour des essais de missiles ou de moteurs

La question de l'importation, de la réception et de l'utilisation des turbopompes a été éclaircie lors de nombreuses réunions tenues avec les équipes d'inspection de la CSNU (162e, 164e, 166e, 205e, 206e, 242e, état définitif et complet 1, 2 et 3) en plus des lettres d'éclaircissements adressées depuis 1995 jusqu'à la visite d'inspection que la 242e équipe de la CSNU a effectuée à la fin juillet 1998. On trouvera ci-après une récapitulation des contrats d'achat de turbopompes avec les dates de réception et d'utilisation :

- Le contrat porte sur 350 turbopompes. Il a été remis avec tous les détails à la CSNU le 16 novembre 1995 et justifié par les documents d'expédition qui mentionnent les éléments suivants :
  - Le premier échantillon a été reçu à la fin août ou au début de septembre 1989;
  - Trois échantillons ont été reçus à la fin de 1989;
  - Un échantillon a été laissé à la compagnie après avoir été utilisé pour l'essai de réception du banc d'essais statiques de turbopompes importé par l'intermédiaire de la compagnie en question en avril 1990;
  - La partie iraquienne a reçu 30 turbopompes après avril 1990 (ou mai 1990).

La réception des turbopompes susmentionnées est précisée dans l'état définitif et complet ainsi que dans le cadre des discussions et entretiens que les 130e, 164e, 166e, 206e, 241e et 242e équipes d'inspection de la CSNU ont eues avec le personnel du projet qui avait participé aux travaux sur les turbopompes. De nouveaux éclaircissements sur la question ont par ailleurs été fournis dans la lettre No 179 en date du 26 mars 1997 adressée à la Commission.

À la demande de la 242e équipe d'inspection de la CSNU, la partie iraquienne a donné sur l'utilisation des turbopompes les éclaircissements suivants :

/...

- 10 turbopompes ont été utilisées pour des essais statiques;
- 4 turbopompes ont été utilisées pour des essais en vol;
- 9 turbopompes conservées dans trois coffres ont été unilatéralement détruites comme indiqué dans les listes de destruction qui ont été remises à la CSNU le 16 novembre 1991;
- 1 turbopompe a été utilisée, dans le cadre du projet, pour former le personnel au montage et au démontage;
- Les 10 turbopompes restantes ont été unilatéralement détruites par fusion dans la fonderie Nasser. Après les équipes qui avaient vérifié ce point avant elle, la 242e équipe de la CSNU a physiquement vérifié, en juillet 1998, la présence de restes de turbopompes dans les blocs fondus.

Il convient de mentionner que le projet 1728 avait retourné deux turbopompes originelles au fournisseur en 1988-1989 aux fins d'étalonnage. L'une de ces deux turbopompes a été utilisée, tandis que l'autre a été rendue au projet. Ces éclaircissements ont déjà été donnés à la 242e équipe de la CSNU.

6. Description de l'enquête et arrêt définitif des pratiques de dissimulation après 1995

L'Iraq n'a jamais appliqué de politique de dissimulation d'armes interdites. La partie iraquienne a expliqué en détail pourquoi elle avait conservé certains éléments pendant une période de temps limitée et les circonstances dans lesquelles elle l'avait fait.

Elle a également expliqué à la Commission spéciale en 1995 que Hussain Kamal avait interdit à certains personnels des programmes antérieurs de déclarer certaines activités. La Commission l'a pleinement compris comme il ressort du Programme commun d'action arrêté le 22 juin 1996 entre la CSNU et l'Iraq, dans lequel le mot "conservé" est utilisé. Le mot "dissimulation" n'apparaît nulle part dans ce document.

Enfin, je voudrais faire observer que l'Iraq maintient les conclusions présentées dans la lettre qu'il a adressée le 22 novembre au Président du Conseil de sécurité.

(Signé) Riyadh AL-QAYSI

-----